

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT



ÉDITORIAL

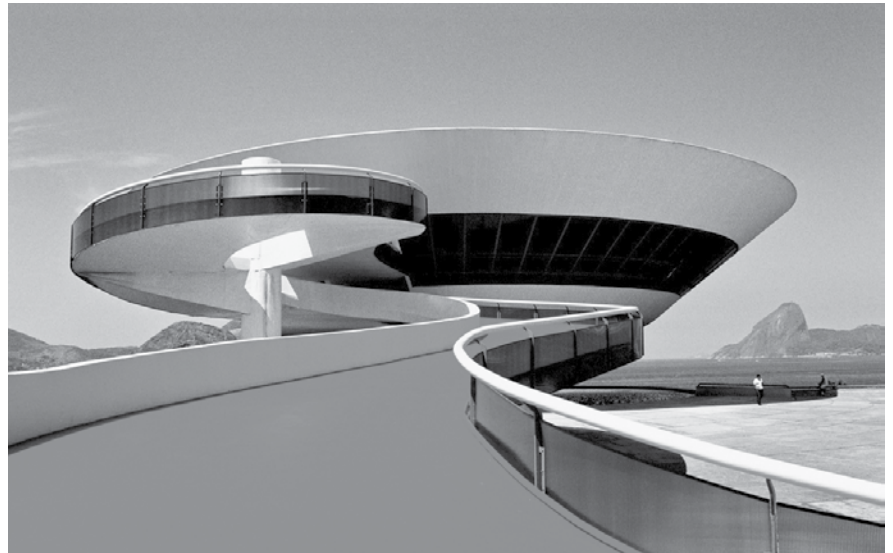
Love and marriage

Quelles sont les victoires de la gauche actuellement au pouvoir? Les réformes proposées sont timides et les victoires populaires relèvent de la défense des acquis plus que de nouvelles législations progressistes. Cette situation explique-t-elle que l'on qualifie de grand progrès pour l'égalité des mesures qui sentent plutôt le retour à des valeurs conservatrices?

En France, le débat sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels occupe un espace où pro- et anti-«mariage pour tous» devraient correspondre exactement au partage entre progressistes et réactionnaires (voir en page 5). En Suisse, certain-e-s accueillent avec joie une décision du Conseil national sur l'adoption pour les couples homosexuels, qui restreint pourtant une motion déjà timide adoptée par le Conseil des États en ne permettant d'adopter que les enfants du ou de la partenaire enregistré-e. Sous couvert d'une incroyable «ouverture», nos parlementaires viennent donc de rappeler que pour être parent, il faut 1) être marié-e et 2) se reproduire. Deux papas ou deux mamans, pourquoi pas, mais que soient préservés la sacro-sainte institution maritale et les liens du sang!

Certaines personnes qui défendaient dans le passé, au nom de l'égalité des sexes notamment, le droit des mères célibataires et des enfants nés hors mariage ne voient là aucun problème. Mais qui peut croire qu'en faisant entrer tout le monde, toutes orientations sexuelles confondues, dans un moule aussi conservateur et inégalitaire que l'est le mariage, nous pouvons revendiquer une victoire pour l'égalité?

Réd.



Oscar Niemeyer, Musée d'art contemporain (1991-1996), Niterói, Brésil.

Vive la retraite!

Au moment où débutent les grandes manœuvres pour la réforme des retraites en Suisse, il est important pour la gauche de rappeler les positions qu'elle défend sur le sujet. La JSS l'a fait très récemment, en demandant l'abolition des trois piliers et une retraite qui repose exclusivement sur un système par répartition, à savoir l'AVS. L'USS l'a fait également en annonçant une initiative pour une augmentation de 10% des rentes AVS. Les orientations esquissées par Alain Berset ne sont peut-être pas totalement étrangères à cette réouverture tant attendue du débat à gauche. Il est temps de ne plus se contenter de résister aux dégradations imposées par la droite, mais de montrer que la vraie réforme passe par la baisse de l'âge de la retraite et par l'augmentation du niveau des rentes.

Lire en page 3

■ Disparition

Pages de gauche rend hommage à Oscar Niemeyer dans tout ce numéro.

Pages 1-11

■ Congrès d'Unia

Le discours d'un syndicaliste en colère

Page 4

■ Aéronautique

Notre-Dame-des-Landes, ou le pataquès du gouvernement Ayrault

Page 10

CAMARADE CHRONIQUEUR

Espérances pour 2013

Alors que les deux dernières législatures cantonales genevoises ont été marquées par la domination de la droite et par l'affaiblissement de la gauche, on peut se demander ce que l'on peut encore espérer pour les prochaines élections cantonales de 2013 à Genève.

Parlons du PS tout d'abord. Si nous désirons réellement arriver au pouvoir avec une coalition majoritaire de gauche, alors il faut donner des raisons aux citoyen-ne-s de croire que, arrivés au pouvoir avec cette coalition, nous saurons par la suite en faire un usage approprié. Et pareil usage ne saurait se restreindre à un programme trop pragmatique et consensuel.

Qu'est ce qu'un programme trop pragmatique et consensuel? C'est un programme qui ne s'inscrit pas dans la ligne du programme du PSS adopté à Lausanne en 2010, et c'est donc un programme où manquent des chapitres sur le socialisme, la propriété des travailleuses-eurs sur leurs moyens de production et l'autogestion, et duquel sont absentes de grandes réformes de nos institutions politiques: introduction du tirage au sort des député-e-s et abaissement drastique du quorum par exemple.

Ces absences, le Manifeste de la Jeunesse Socialiste Genevoise, qu'elle a publié il y a un mois, les comble. C'est pourquoi, cette Jeunesse se doit de poursuivre son travail au sein du PS, avec ses délégué-e-s et ses

amendements (assez souvent refusés), tout en gardant son indépendance, notamment en élaborant son propre programme pour les élections cantonales, que défendront ses candidat-e-s.

Parlons aussi des Verts, en leur adressant nos prières pour qu'ils ne penchent plus trop vers la droite. La naissance des Verts libéraux auraient dû leur faire comprendre que le salut réside dans la décroissance et l'écologie politique authentique (telle que formulée par André Gorz, Paul Ariès ou Serge Latouche), et non dans le capitalisme vert et le développement durable non subversif. De leur sursaut idéologique dépendra leur survie électorale.

Parlons enfin de l'extrême gauche sans qui tout n'est pas possible, mais avec qui tout peut être possible. C'est en effet leur absence lors de ces deux dernières législatures, due à leur désunion, qui a interdit à la gauche tout espoir de réformes progressistes ces dernières années. L'union des différentes composantes de l'extrême gauche est donc une nécessité vitale à l'élection d'une coalition de gauche. À quand un Front de Gauche autour d'un programme commun?

Voilà donc quelques espérances que je trace pour nous mener à la victoire en 2013. Il ne reste plus qu'à joindre le geste à la parole.

Adrien Faure, Président de la Jeunesse Socialiste Genevoise



Oscar Niemeyer, 1907-2012

Les photographies qui ornent ce numéro représentent des œuvres de l'architecte Oscar Niemeyer, décédé le mois dernier à 104 ans, dans son Rio de Janeiro natal. *Pages de gauche* tient à rendre ainsi hommage à celui qui, avec Le Corbusier, Frank Lloyd Wright, Mies van der Rohe et quelques autres, fut un des génies de l'architecture du XX^e siècle. Le modernisme architectural, qu'il a toujours défendu, se teintait d'une passion pour la courbe et les formes arrondies qu'il a poussée à son sommet dans des réalisations telles que le Congrès brésilien ou la Cathédrale de Brasília, le siège du Parti communiste français, ou plus récemment le Musée de Curitiba. Son engagement politique communiste, dès 1945, le mit en délicatesse avec la dictature militaire brésilienne et le conduisit à l'exil politique en France. Il poursuivra jusqu'à sa mort son soutien au communisme, et aux mouvements émancipateurs en Amérique latine, y compris aux autocrates tels que Castro ou Chavez. Néanmoins, son art témoigne d'un véritable humanisme, et surtout d'une aspiration majestueuse au futur, à un futur meilleur, que l'architecture contemporaine semble avoir enterré, mais que les socialistes ne peuvent qu'admirer chez cet artiste exceptionnel. RF

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Dimitri Andronicos (DA), Samuel Bendahan (SB), Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Adrien Faure (AF), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Stéphanie Pache (SP), Émilie Pasquier (EP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Mathieu Béguelin, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Philipp Müller, Line Rouyet, Rebecca Ruiz, Géraldine Savary, Alberto Velasco

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Myriam Scherly

Webmasters:
Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Relecture:
Salima Moyard et Éric Peytremann

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



L'annonce faite au mari



RÉFORME DES RETRAITES

Alain Berset nous surprend

Les réactions au programme de réforme de la prévoyance vieillesse présenté par Alain Berset le 21 novembre dernier étaient convenues. La droite a modérément applaudi son «pragmatisme» tout en déplorant qu'il ne prévoie pas d'agir plus rapidement; la gauche a dénoncé des propositions reprenant pour l'essentiel les projets de liquidation de l'AVS initiés par Couchepin et consorts. Laissons la première à ses errances idéologiques et à son dogmatisme et demandons-nous quels enseignements la gauche peut tirer des propositions de son Conseiller fédéral.

QUELQUES NOUVEAUTÉS

Première information que Berset ne dissimule pas: l'AVS va bien. C'est une assurance qui est financièrement saine, bénéficiaire sans même prendre en compte le revenu de son capital, dont les liquidités représentent environ les deux tiers des dépenses annuelles et dont les perspectives pour les cinq à dix prochaines années sont bonnes. Les fadaïses serinées par la droite depuis vingt ans sur la faillite annoncée de l'AVS sont sans fondement. Le document d'orientation du Département fédéral de l'intérieur (DFI) a le mérite de le dire très clairement: «la pression démographique n'est pas imminente pour l'AVS».

Ce même rapport laisse aussi entendre que le problème le plus préoccupant pour les retraites en Suisse concerne le 2^e pilier.

Le système inventé par la droite au début des années 1980 et qui était censé constituer une poule aux œufs d'or pour les fonds de pension et autres compagnies d'assurance-vie s'avère être une outre percée sensible à tous les dérèglements de l'économie mondiale. Cela aussi nous le savions, mais le DFI semble s'en être aperçu à son tour. Face à une droite qui ne jure que par la retraite par capitalisation, le retournement est suffisamment important pour être relevé.

Enfin, le DFI semble laisser la porte entrouverte à une augmentation des cotisations sociales, en privilégiant toutefois une hausse de la TVA. C'est évidemment un tout petit progrès, mais là encore, compte tenu des catastrophes de ces dernières années, il n'est peut-être pas insignifiant.

BEAUCOUP D'ABSURDITÉS

Cette lecture des propositions avancées par Berset est bien sûr partielle, car elle laisse de côté la liste des absurdités reprises des révisions précédentes, celles-là même qui ont échoué devant le peuple en 2004 et devant le parlement en 2010: l'uniformisation de l'âge de la retraite à 65 ans, la remise au travail des «seniors», la diminution des retraites anticipées, la baisse du taux de conversion de la LPP, etc. Celles-ci démontrent que l'idéologie qui a prévalu sur ces questions ces dernières années est encore tenace au sein du DFI, mais que la raison est peut-

être en train d'y revenir, certes bien timidement. Il est malheureusement très probable que les rapports de force au parlement et dans les médias cristalliseront l'essentiel du débat sur ces absurdités.

Antoine Chollet

À lire:

Département fédéral de l'intérieur, «Orientations de la réforme de la prévoyance vieillesse 2020», Berne, 21 novembre 2012.

Les femmes devront payer

Le point qui a suscité le plus de commentaires s'agissant des propositions du DFI est évidemment le relèvement de l'âge de la retraite des femmes. Comme toujours, l'égalité a beaucoup plus de facilité à s'imposer quand il s'agit de dégrader la situation que lorsqu'on propose de l'améliorer... Est-il encore besoin de le répéter, l'âge de la retraite doit être harmonisé vers le bas, idéalement à 60 ans, pour toutes et tous. Croire une seconde qu'éloigner les femmes de cet objectif permettra que tout le monde s'en rapproche demain tient de la naïveté ou de la mauvaise foi. D'ailleurs, le DFI lui-même constate que les hommes prennent leur retraite à 64,1 ans en moyenne, et les femmes à 62,6 ans. Le retour au travail qu'il préconise pour les 60-65 ans est donc complètement illusoire, et à plus forte raison encore s'agissant des femmes entre 64 et 65 ans. AC

Les affres de la retraite par capitalisation

Le document d'orientation du DFI laisse entrevoir la faillite annoncée du système de retraite obligatoire par capitalisation que la Suisse connaît depuis 1985. Il rappelle en outre que la LPP fonctionnera encore dans une sorte de régime transitoire jusqu'en 2030, au moment où les premières personnes qui auront cotisé durant toute leur carrière partiront à la retraite. Bien davantage que l'AVS, c'est donc le 2^e pilier qui est menacé par les évolutions démographiques et par les aléas de marchés financiers qui ne lui permettent plus de réaliser les profits espérés. Nous demandons depuis longtemps la fusion des 1^{er} et 2^e piliers et la mise en place d'un seul système de retraites par répartition, dont les rentes seraient dans un premier temps indexées sur le dernier salaire des cotisant-e-s. Reste à savoir pendant combien de temps encore les actionnaires des caisses de prévoyance accepteront de gérer des entreprises boiteuses pour transformer toute la population en petits capitalistes. AC

Nos revendications pour les retraites

1. Retraite à 60 ans pour tou-te-s;
2. Augmentation substantielle et immédiate de toutes les rentes AVS;
3. Financement prioritaire des dépenses supplémentaires par une augmentation des cotisations patronales;
4. Fusion des 1^{er} et 2^e piliers, et intégration du capital des caisses de prévoyance (un montant à peu près équivalent à celui du PIB suisse annuel) dans celui de l'AVS;
5. Instauration d'une couverture maladie universelle pour les retraité-e-s (et suppression des prestations complémentaires liées aux frais de santé).

UNIA

Paroles du Congrès

Le Congrès d'Unia a eu lieu du 29 novembre au 1^{er} décembre 2012. Même s'il est difficile d'en faire un bilan, le seul résultat concret et la seule thématique disputée auront été les élections d'une coprésidence et des neuf membres du comité directeur. Il y aura peu été question de l'orientation stratégique du syndicat, malgré l'adoption d'une liste de résolutions importantes. Plusieurs militant·e·s ont souligné ce manque, comme Pierre-Alain Recordon, dont nous reproduisons ci-dessous le discours.

«Chères et chers collègues, chères et chers camarades,

Tout le monde voit que la situation est très grave! On annonce des milliers et des milliers de licenciements jour après jour partout en Suisse. Il y a du *dumping* partout et les conditions de travail sont de plus en plus flexibles et précaires. Il ne restera bientôt plus rien du tout du système des assurances sociales et on nous parle maintenant d'ajustement structurel en Suisse.

On ne peut continuer comme ça! Regardez les gars de Lonza. Ils ont voté la grève pour empêcher les licenciements. Et ils ont eu sacrément raison! Et le

syndicat, qu'est-ce qu'il vient nous dire? Que la revendication de la grève, c'est d'obtenir des meilleures conditions pour la consultation! Les gars sont prêts à aller à la grève, ils le font pour défendre leur boulot. Ce qu'ils veulent, c'est qu'il n'y ait aucun licenciement, aucune suppression de poste. Le syndicat préfère que la mobilisation revendique la consultation et des plans sociaux. Du coup, la grève n'a pas lieu.

Bien sûr, le syndicat est censé négocier. Mais attention, ces consultations visent, premièrement, à accepter que la boîte doit faire des économies et, deuxièmement, à proposer des plans alternatifs d'économies. Finalement, c'est faire nous-mêmes le boulot des consultant·e·s de l'économie qui réfléchissent à améliorer la compétitivité des entreprises. Sérieusement, camarades, ce n'est pas notre boulot.

Je peux vous dire qu'ils se marrent, les patron·ne·s, ils se marrent. Quand on nous annonce des masses de licenciements, nous, on demande à négocier pour grappiller trois sous pour des plans sociaux. Camarades, à chaque fois qu'on y va comme ça, ça veut dire qu'on a perdu avant même de commencer. Les plans sociaux, pour l'entreprise, c'est des *peanuts*! Ça leur est complètement égal.

Et pour nous? On peut bien avoir des ponts d'or, au final, on a toujours perdu notre boulot!

Nous devons voter sur un tas de propositions de résolutions, mais la seule chose vraiment importante n'y est pas. Il y a eu un vote en 2010: la résolution B qui dit qu'on doit appeler à la mobilisation pour interdire les licenciements. Pourquoi cela n'est pas au cœur des débats aujourd'hui? Au lieu de quoi, on nous propose de lancer une initiative pour des meilleures conditions de consultation et de meilleurs plans sociaux. On peut aussi bien décider de dissoudre le syndicat et de tous adhérer à des ONG ou aux indigné·e·s. En disant qu'il faut des plans sociaux, on pratique une politique de vaincu·e·s. En plus, cela va nous faire quitter les usines et aller sur les marchés comme si on était un parti politique. La seule question, c'est comment on fait pour construire la mobilisation, sur le lieu de travail, sur le terrain qu'on n'aurait jamais dû quitter. Et les revendications sont donc: aucun licenciement, aucune suppression de poste, aucune baisse de salaire, aucune déréglementation et pas touche aux assurances sociales!»

*Pierre-Alain Recordon
Président du groupe
syndical Nestlé*

DROIT DU TRAVAIL

Une volonté politique de licencier

Alors que la Suisse connaît un droit du travail parmi les plus libéraux d'Europe, le Conseil fédéral a mis il y a trois ans en consultation un projet de loi visant à renforcer la protection des «lanceuses·eurs d'alerte» (*whistleblowers*), à savoir les personnes qui dénoncent publiquement des faits répréhensibles se déroulant au sein d'une entreprise.

S'il faut sans doute saluer cette volonté de protéger les «lanceuses·eurs d'alerte», force est toutefois d'admettre que la révision proposée ne vise en rien

à modifier un droit du travail très libéral, mais uniquement à protéger un peu celles·ceux qui permettent au système de survivre en dénonçant ses dérives les plus crasses.

Il y a deux ans, le Conseil fédéral mettait en consultation un deuxième projet, plus ambitieux, visant à renforcer généralement la protection contre les licenciements en augmentant les sanctions en cas de licenciements abusifs – sans aller jusqu'à la possibilité de prononcer l'annulation judiciaire du licenciement, le projet aurait permis d'augmenter les

sanctions qui sont aujourd'hui plafonnées à l'équivalent de six mois de salaire, et auraient pu grimper jusqu'à un salaire annuel.

Suite à la levée de boucliers en consultation, le Conseil fédéral a cependant courageusement décidé d'aller de l'avant avec la protection des *whistleblowers*, et a confié au DFJP le soin de mener une étude «sur la protection et les aspects déterminants de la protection des représentants des travailleurs face aux licenciements». Qu'on se le dise, le droit suisse du travail reste libéral.

Arnaud Thiéry

DROITES

Le monopole du pouvoir

La bataille pour la présidence de l'UMP, qui s'est soldée par un grotesque pugilat, est le signe que la droite française n'a pas vraiment pris conscience du fait qu'elle n'est plus aux affaires: elle se comporte encore comme si le vainqueur de cette lutte intestine – si tant est qu'il puisse y en avoir un – se verra automatiquement propulsé à la Présidence de la République.

Cela étant, cette absence de prise de conscience de la défaite se manifeste sous une forme plus insidieuse, dans l'utilisation que la droite fait des institutions et du droit. Schématiquement, la droite respecte les institutions si elle les a elles-mêmes créées, mais se comporte en iconoclaste révolutionnaire lorsqu'elle n'est pas responsable de leur mise en place. Il en va ainsi du mariage homosexuel. À gauche, on peut légitimement se demander, en

termes d'avancée sociale, quel est l'intérêt d'ouvrir une institution patriarcale aux couples de même sexe, dans un pays qui connaît déjà l'union civile. Mais il est malgré tout inacceptable que la droite, par l'intermédiaire des maires UMP, puisse déclarer qu'elle refusera de célébrer de tels mariages.

Sans aller jusqu'à tirer un parallèle avec le renversement d'Allende par une bourgeoisie qui n'était acquise aux vertus démocratiques que lorsque le résultat la satisfaisait, l'exemple de l'objection de conscience des maires français a au moins le mérite de nous rappeler une réalité: qu'il s'agisse d'un Conseil d'État romand ou de la Présidence de la République, les lieux de pouvoir actuels sont formatés aux besoins des classes dominantes. Celles-ci ne voudront jamais les abandonner, quitte à utiliser tous les

contre-pouvoirs possibles pour contester la légitimité d'un gouvernement «de gauche». Ceci rappelle aussi que cette même gauche souhaite conquérir de manière parfois stérile ce pouvoir au lieu, justement, d'en contester la légitimité.

Arnaud Thiéry

Cathédrale de Brasília (1958), Brasília.



MARIAGE POUR TOU·TE·S

Alliance de la gauche et de la droite

Rappel: le mariage n'est pas un projet de gauche, mais une institution reproductrice d'inégalités de sexe et de classe. C'est un statut qui donne des privilèges et il ne s'agit pas de se battre pour faire partie du club, mais bien de faire disparaître ces derniers. Que le frieux Hollande ait voulu à peu de frais s'offrir une image de progressiste en lançant son «mariage pour tous» en constitue presque une preuve. Malheureusement, ce qui devait être une simple formalité pour la majorité de gauche a réveillé les ardeurs d'une partie de la droite et de ses ami·e·s catholiques nouvellement militant·e·s.

Résultat des courses: pour soutenir un projet flambyste attaqué par l'arrière-garde des chrétien·ne·s fondamentalistes

et des psychanalystes, quelques gens de gauche sont sortis du bois. Mais que répondent ces cent «engagés pour l'égalité des droits» (dans une tribune publiée sur le site de *Mediapart* le 27.11.12) à ce discours naturalisant qui ne conçoit les personnes que comme un sexe (sur-tout les femmes) et le couple reproducteur comme finalité de l'humanité? Mais qu'il ne faut pas s'inquiéter, pardi! On l'a vu ailleurs: cela ne change rien et les enfants vont bien! Mais néanmoins les mêmes pensent que cette réforme, qui sera débattue fin janvier 2013, est «une étape dans la marche du progrès» et qu'elle «laissera l'empreinte de l'égalité sur le mandat de François Hollande».

Sans minimiser les discriminations dont sont victimes les

couples non hétérosexuels, il est nécessaire de rappeler que les problèmes dignes d'être soulevés par la gauche peuvent et doivent être réglés autrement. Par exemple, la succession n'est pas un droit, et les visites à l'hôpital doivent être réglementées autrement que par des dispositions matrimoniales. La lutte pour l'égalité s'inscrit dans un projet politique égalitaire et démocratique. Il est tout aussi contestable de penser que l'on progresse en la matière en donnant à tou·te·s le droit de se marier qu'en augmentant l'âge de la retraite pour les femmes ou en leur imposant un service militaire obligatoire.

Stéphanie Pache

FRANCE

Refuser leur compétitivité

Le gouvernement français avait confié à l'ancien patron de la SNCF et d'EADS, Louis Gallois, la mission de donner un nouvel élan productif à l'industrie française en proposant un nécessaire «pacte pour la compétitivité». Toutefois, le gouvernement Ayrault n'avait pas attendu la remise du rapport pour annoncer de son côté un «choc de compétitivité». Pour faire face à ce que le Premier ministre français appelle la «baisse du taux de marge des entreprises», il est préconisé de réduire le coût du travail en faveur du capital (même si cette baisse provient de la suraccumulation de ce dernier).

Pour ne pas laisser le débat public aux seul·e·s tenant·e·s de l'orthodoxie libérale, des membres d'Attac et de la Fondation Copernic (notamment Jean-Marie Harribey et Michel Husson) ont publié un contre-rapport intitulé «En finir avec la compétitivité». Les auteur·e·s contestent la définition des problèmes mis en avant. Ainsi

l'unité d'analyse «nationale» est inadaptée: la structuration du commerce et de l'industrie au niveau mondial ne permet pas de considérer l'échelon national comme seule unité. Les entreprises françaises ne produisent et ne vendent pas qu'en France. La seule prise en compte du PIB permet la manipulation des statistiques. En outre, la compétitivité est une notion trop floue qui permet à propos de restreindre la diversité des questions à la seule fin de la réduction des «coûts du travail». Plus que le prétendu coût du travail, il s'agit de questionner le coût du *capital* (dividendes, allègements des cotisations sociales, etc.).

Les auteur·e·s concluent leur rapport en affirmant que «plutôt que de s'acharner à prolonger artificiellement la vie d'un modèle de développement insoutenable en aggravant encore ses dégâts écologiques et sociaux, un gouvernement progressiste devrait explorer les voies d'un autre modèle de dé-

veloppement aux antipodes de la compétitivité». Ce n'est en effet pas le moindre des paradoxes que les travailleuse·eurs apparaissent comme le plus grand des problèmes pour un gouvernement socialiste.

Mathieu Gasparini

À lire: ATTAC, Fondation Copernic, *En finir avec la compétitivité, octobre 2012 (disponible en ligne)*.



Bâtiment du Congrès brésilien (1958), Brasília.

IDÉES

L'ascenseur est dans l'escalier

Que l'on déplore à grands cris sa «panne» ou que l'on se félicite d'avoir pu l'emprunter (et, bien sûr, d'en être sorti aux étages supérieurs), l'«ascenseur social» apparaît régulièrement dans les discours politiques à gauche, toujours pour en vanter les mérites incomparables. Quant aux questions de savoir à combien on peut s'y serrer, et surtout s'il y aura de la place pour tou·te·s là-haut, elles sont plus rarement évoquées, et pour cause...

La rhétorique de l'ascenseur social est une rhétorique de la réussite individuelle, et s'oppose en cela frontalement à l'idée de «société sans classe»

qui constitue le fondement de tout projet réellement égalitaire. Que certain·e·s à gauche entonnent ce couplet de «la panne de l'ascenseur social» qu'il s'agirait de réparer n'est rien d'autre que le signe de leur abandon d'un projet d'émancipation collectif, et marque leur ralliement à l'idéologie libérale de «l'égalité des chances». Parler d'«ascenseur social», c'est présupposer les étages: c'est donc inévitablement admettre l'inégalité dans la société et conforter l'argument du mérite qui justifie l'inégalité comme produit de l'égalité des chances, c'est-à-dire de la mise en concurrence généralisée des individus.

Comme le notait déjà Marx, «plus une classe dominante est capable d'accueillir dans son sein les individus éminents des classes dominées, plus son règne sera stable et dangereux» (*Le Capital*, livre III). Il s'agit donc bien au contraire de redécouvrir ce qu'Albert Thierry, enseignant syndicaliste du début du XX^e siècle, appelait le refus de parvenir: «refuser de parvenir ce n'est ni refuser d'agir, ni refuser de vivre; c'est refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi».

Gabriel Sidler

GENÈVE

Les aventures du Conseiller d'État et du Procureur général

Grande nouvelle à Genève: le ministre PLR de la Sécurité et le Procureur général PLR (Pierre Maudet et Olivier Jorrot) sont d'accord de travailler ensemble, et ont promis de faire appliquer la loi. Et les hauts cris de satisfaction poussés à cette nouvelle en disent plus que des pages d'analyse scientifique où

respectant la loi, en plus. Que faisaient donc leurs prédécesseurs, PLR eux (elle et lui) aussi, Zapelli et Rochat?

Reste que ces belles déclarations énamourées ne changent strictement rien aux données lourdes du problème «sécuritaire» genevois (et Genève n'est pas en la matière si excep-

en décembre dernier au public (âgé) de la «Cité Seniors». Et de préciser qu'aujourd'hui déjà, «on a affaire à des gens qui n'ont rien à perdre», à des «multirécidivistes qui vivent de leurs activités criminelles» et que la perspective de passer des mois ou des années en prison n'effraie nullement (pas plus que la peine de mort n'effrayait leurs homologues des siècles passés).

Si peu réjouissante que soit la perspective dessinée par Monica Bonfanti, on ne peut que la considérer comme évidente: le canton de Genève détient le record suisse des cambriolages, jusqu'à un millier certains mois en 2011, avec seulement 11,5 % d'élucidation des cas. Et Genève est aussi un espace important de *deal* de drogues illégales, avec tout ce que cela implique de nuisances collatérales. Explication? C'est simple: 120 kilomètres de frontières, et une agglomération riche au milieu, et une population nombreuse de consommateurs de tout ce qui peut se vendre, drogue comprise. Un supermarché, en somme, et la tentation de venir s'y servir. Avec toutes les nocturnes souhaitées et sans même que Christian Lüscher ait besoin de les proposer au Conseil national. Un paradis libéral, on vous dit.

Pascal Holenweg



on en était avant que les deux responsables de la sécurité publique genevoise aient assuré qu'ils allaient faire leur boulot, et même, miracle, le faire ensemble. Et pour comble, en

tionnelle qu'avec son immodestie coutumière elle se croit). «À l'avenir, il y aura une intensification de la violence», avait prévenu sans fard la cheffe de la police genevoise, s'adressant

LA ROSE



Nous offrons une rose aux **camarades socio-démocrates slovaques** du parti Smer, au pouvoir depuis quelques mois, qui ont pris la décision de supprimer la «flat tax» dans leur pays. Ce taux d'imposition unique, montré en exemple par les chantres du néolibéralisme depuis des années, permet aux riches et aux entreprises de payer moins d'impôts. Très logiquement, une telle taxe rapporte moins aux collectivités publiques. Avec sa suppression et l'introduction d'un taux progressif, la Slovaquie connaîtra désormais un peu moins d'injustice sociale.

LA ROSE



Notre seconde rose de ce mois va aux **camarades de la gauche schaffhouseise**, qui ont fait passer le 25 novembre dernier une initiative cantonale empêchant que quiconque paie davantage que 15% de son revenu pour son assurance-maladie de base. Cette initiative avait été lancée suite aux baisses du budget des subsides Lamal votées par la droite au parlement cantonal. Même si son objectif n'était pas révolutionnaire, c'est une preuve de plus qu'il est possible, en Suisse, de contester les mesures les plus réactionnaires de la droite par la démocratie directe.

LES RICHES S'AMUSENT

L'envers du marché

Plusieurs exemples liés à l'actualité ont permis de découvrir qu'il y avait quelqu'un derrière la main invisible, ce fameux mécanisme qui permettrait aux différents prix de trouver naturellement leur équilibre. Le présupposé de son existence permet aux néolibéraux de défendre une dérégulation totale des marchés des capitaux.

LE LIBOR

Le premier tour de magie dévoilé concerne la manipulation du taux Libor. Plusieurs grandes banques internationales, dont UBS, Crédit Suisse ou Barclays, se seraient entendues pour manipuler ce taux de référence. Le

Libor est une moyenne calculée quotidiennement par sondage par l'association britannique des banquiers et désigne le taux auquel les banques se prêtent de l'argent entre elles. Sauf que le Libor est également utilisé par les banques centrales (dont la BNS) pour conduire une partie de leur politique monétaire et que certaines hypothèques sont indexées dessus. Connaître et planifier l'évolution de cette référence permettaient à certaines banques de mieux spéculer.

PÉTROLE ET GAZ

Si, dans le cas du Libor, les banques entre elles s'entendaient pour établir le taux, dans

le cas de l'énergie les fixations des prix sont différentes. Pour ce faire, il existe des intermédiaires discrets appelés agences de fixation des prix. Celles-ci répertorient et analysent les transactions et fixent un prix qui servira pour les transactions physiques. Par exemple, en Grande-Bretagne, dans un marché dérégulé, les grands groupes électriques auraient mis sous pression une agence de fixation des prix du gaz pour les modifier selon leurs intérêts.

Les manipulations liées à la fixation du cours du pétrole concernent surtout l'agence de fixation Platts qui appartient au groupe McGraw-Hill. Ce groupe est aussi propriétaire de l'agence Standard & Poor's, celle qui distribue des notes sur la santé financière des États. Dans ce cas c'est l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) qui réunit les autorités de régulations des marchés (dont la FINMA suisse) qui a mené une enquête pour le compte du G20 sur ces agences. L'OICV a mis en évidence que la fixation des prix ne relevait d'aucune méthodologie particulière, mais allant de jugements complètement subjectifs à un mélange entre statistiques et appréciations personnelles.

Tous ces exemples différents montrent que les intérêts de certain-e-s pèsent plus que d'autres et que le marché n'est que le produit de rapports de force, pour l'instant largement en faveur du monde de la finance.

Mathieu Gasparini

DÉMOCRATIE

De quelle participation parle-t-on?

La participation désastreuse lors des votations fédérales du 25 novembre – 26,9% au niveau suisse – a immédiatement relancé le sempiternel débat sur «la désaffection des citoyen-ne-s envers la chose publique», quand on n'a pas évoqué avec emphase une «crise de la démocratie». Sans même parler du fait qu'une série de référendums très importants sur les accords «Rubik» était censée être mise au vote ce même dimanche, ce qui aurait bien évidemment fait considérablement augmenter le taux de participation, quelques éléments méritent tout de même d'être rappelés.

Premier point important: les citoyen-ne-s réagissent comme les parlementaires. De part et d'autre, on ne participe aux votes et aux discussions qui les précèdent qu'en fonction de leur importance. On conviendra que la loi sur les épizooties sur laquelle les Suisses étaient appelés à se prononcer n'avait qu'un intérêt assez limité. En revanche, comme il s'agissait d'un

référendum, l'argument habituel consistant à dire que l'on vote en Suisse sur des sujets absolument consensuels ne valait pas. Après avoir été attaquée par un référendum, ladite loi a finalement été contestée par plus de 400'000 citoyen-ne-s.

Ensuite, entre les 246 parlementaires qui siègent au Palais fédéral et les 1,4 millions de citoyen-ne-s qui ont voté le 25 novembre, la légitimité démocratique appartient incontestablement aux second-e-s, à moins de croire au monde enchanté de la «représentation».

Enfin, il faudrait aussi rappeler aux journalistes et aux politiques que la participation ne s'arrête pas au vote, fût-il référendaire. Elle commence même tout ailleurs, dans les associations, sur les lieux de travail, dans les discussions politiques, dans la lecture des journaux et des informations en ligne et même, bien sûr, dans l'éventuelle décision de ne pas participer à un référendum ou à des élections!

Antoine Chollet

Siège du Parti communiste français (1965), Paris.





PRESSE DE GAUCHE

Le Peuple valaisan est mort, vive le Peuple...

La plume est plus forte que l'épée mais les réalités économiques le sont encore davantage.

Le Peuple valaisan n'était, sans doute, pas connu en dehors des frontières cantonales, cependant il constituait une véritable institution dans le monde politique du Vieux Pays. Quelques mois avant d'atteindre l'âge canonique de 60 ans, il s'est éteint; triste reflet des difficultés que rencontre actuellement le monde de l'imprimerie.

Accepter la fatalité? Le Parti socialiste du Valais romand a clairement refusé cette option. Un nouvel organe de publication devrait voir le jour pour les élections cantonales du printemps à venir. Les mines automnales dépitées de certain·e·s camarades vont se transformer en sourires

radieux d'ici quelques semaines, mais pouvait-il en être autrement? Pouvions-nous nous passer d'un tel organe dans le Valais de 2013?

Je pense que non. La pluralisme de la presse politique cantonale doit rester vivant. Et certaines idées ont de la peine à être véhiculées par l'intermédiaire de la presse traditionnelle. La voix du *Peuple valaisan* était vitale pour le débat public. Nombreux sont celles et ceux qui estiment que les pensées de gauche sont suffisamment présentes en Valais, voire trop. Pourtant, à l'heure où Oskar le poète et Christian l'archéologue briguent des sièges au Conseil d'État, il est de notre devoir de défendre au mieux nos positions. Rappelons qu'il y a quatre ans,

l'élection d'Esther Waeber Kalbermatten au poste de ministre cantonale constituait une première dans l'histoire valaisanne. Il a fallu attendre 2009 pour voir une présence féminine au sein du gouvernement cantonal! Dans ces conditions difficiles, il ne faut pas négliger la conservation des acquis avant de viser une éventuelle progression.

Certes, le Valais d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier. La population s'urbanise mais certains roitelets détiennent encore un grand pouvoir politique. Il faut nous donner les moyens de promouvoir notre projet de société et pour ce faire, un journal politique n'est pas une option mais une simple nécessité.

Sébastien Python, rédacteur en chef du Peuple valaisan

ACCORDS FISCAUX

Des impôts payés Rubik sur l'ongle?

Tout le monde parle de «Rubik». Mais qui se rappelle pourquoi ces accords fiscaux portent ce nom? Répondre à cette question donne une première idée des intérêts qu'ils visent à protéger.

C'est l'Association suisse des banquiers (ASB) qui, en 2009, propose cette analogie avec le cube à facettes pour désigner sa stratégie pour la place financière. Il s'agit de négocier des traités avec plusieurs pays individuellement permettant aux détenteurs·trices étrangers·ères d'avoirs déposés en Suisse de bénéficier d'une imposition forfaitaire et anonyme valant également amnistie complète des éventuelles fraudes passées.

LA CAVALERIE

Suivant sagement les propositions de l'ASB, le Conseil fédéral a donc négocié de tels accords avec trois premiers pays, l'Alle-

magne, l'Autriche et le Royaume-Uni. En renonçant à obtenir les informations complètes sur leurs évadé·e·s fiscales·aux, ceux-ci pouvaient compter sur de substantielles et immédiates rentrées fiscales.

Pour les *Länder* allemands, majoritairement gouvernés au centre-gauche et rassemblés dans le Bundesrat, chambre haute du système législatif, c'en était trop – ou, pour être exact, trop peu: trop peu de garanties, trop peu de justice fiscale. L'accord a donc été refusé, et la procédure de conciliation entre les deux chambres n'a pas permis de repêcher le texte.

CUBE ET SPHÈRE

Une case clignote donc en rouge sur la première face de notre *Rubik's cube*, après que la lumière orange d'un référendum avorté fit craindre l'échec en Suisse même.

Les banques et le Conseil fédéral déguisent leur action en lutte pour protéger la «sphère privée». Mais il s'agit bel et bien toujours de la même chose: continuer à concurrencer les places financières voisines non pas par la qualité du service ou de la gestion, mais par des astuces légales permettant de contourner l'imposition normale dans le pays d'origine.

L'évasion fiscale, même partielle et tolérée par des conventions, fait toujours les mêmes victimes: les contribuables honnêtes et les services publics. Elevée au rang d'industrie, elle a conduit à la prise en otage par les banques de toute l'économie suisse. L'échange automatique d'informations, qui, seul, permet l'imposition correcte et juste de toute·s, s'impose comme la solution du casse-tête, dont Rubik n'aura été qu'un fugace avatar.

Benoît Gaillard

FRANCE

Crash-test pour l'«Ayrault-port»

«Contre l'aéroport et son monde»: c'est derrière ce slogan que grandit l'opposition au projet d'aéroport de Notre-Dame-

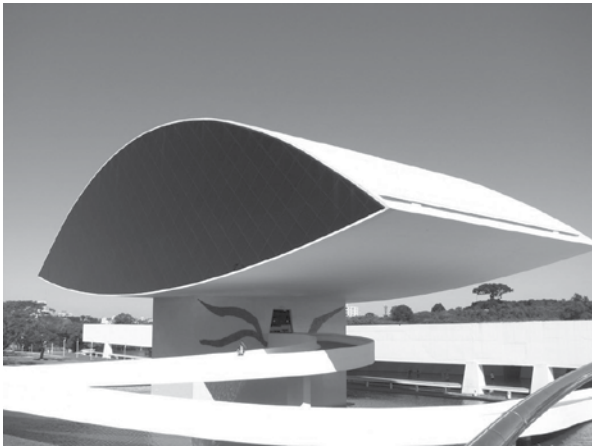
au projet le surnom d'«Ayrault-port» (les moins courtois-es remplaçant le «t» final par un «c»). Devenu Premier ministre, ce dernier semble tenir bec et ongles à imposer cette infrastructure malgré la contestation croissante, qui fait de ce projet un enjeu national et crée des dissensions jusqu'au sein du camp gouvernemental.

La fiabilité des expertises officielles prend pourtant l'eau de toutes parts: ainsi l'aéroport de Nantes fonctionne actuellement seulement aux deux tiers de sa capacité, alors que le projet initial prévoyait sa saturation pour... 1984. S'ajoutent à cela un partenariat public-privé avec la multinationale Vinci qui fleure bon l'arnaque (et ne semble pas connaître la «rigueur» pourtant en vogue), la révélation d'une manipulation des chiffres visant à prétendre rentable un projet qui ne l'est pas (en quintuplant l'évaluation monétaire des gains de temps présumés), des collusions d'intérêt au plus

haut niveau (l'ex-Préfet de la région et l'ex-conseiller auprès du Ministre des transports engagés par Vinci juste après lui avoir attribué le mandat), sans même parler de la sinistre plaisanterie consistant à parer un aéroport international du logo «Haute Qualité Environnementale»...

La mobilisation massive – entre 20'000 et 30'000 manifestants le 17 novembre pour réoccuper la zone concernée, des centaines de comités de soutien créés dans toute la France – et la défense opiniâtre face à la police de la zone concernée par un noyau dur de résistant-e-s ont récemment conduit au gel temporaire des travaux et à la création par le gouvernement d'une «commission de dialogue». La guerre d'usure s'annonce longue, et seul l'avenir nous dira si Notre-Dame-des-Landes parviendra à être le Larzac des grands travaux inutiles.

Gabriel Sidler



Musée Oscar Niemeyer (2001-2002), Curitiba, Brésil.

des-Landes, près de Nantes. Dattant de 1963 et abandonné suite aux chocs pétroliers des années 1970, le projet ressort des tiroirs en 2000 et trouve son plus fervent soutien en la personne d'un Jean-Marc Ayrault, alors maire de Nantes, ce qui vaudra

EXPOSITION

La Chaux-de-Fonds fête Le Corbusier

Ce n'est pas un hasard si tout le monde connaît le visage de celui que l'on qualifie parfois «d'architecte du XX^e siècle», à savoir Le Corbusier. Son apparition sur les billets de 10 francs dans les années 1990 n'explique pas à elle seule cette présence visuelle aussi forte. Pour la comprendre, il faut se souvenir qu'il existe des milliers de photographies de lui, dont certaines prises par quelques noms connus, comme René Burri ou Robert Doisneau.

Plutôt que de photographie, c'est bien plus souvent de mise en scène qu'il s'agit. L'exposition que le Musée des Beaux-Arts de La Chaux-de-Fonds consacre à cette facette du personnage rend bien compte de l'extrême conscience qu'avait Le Cor-

busier de l'importance de son image et de la manière dont il pouvait en user pour sa carrière.

L'exposition est aussi l'occasion de voir des clichés rares réalisés par Le Corbusier dès sa jeunesse, lors de ses voyages notamment. Dans ces photographies d'objets, d'éléments naturels ou construits, on retrouve l'esprit d'un architecte sans cesse à la recherche de la perfection des formes et sensible à leur agencement esthétique, quoi qu'on puisse prétendre.

Antoine Chollet

À voir : «Construire l'image, Le Corbusier et la photographie», La Chaux-de-Fonds, Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 13 janvier 2013.



LIVRES

Une réédition très attendue

Les éditions du Sandre ont pris l'heureuse initiative de rééditer des textes du philosophe et militant Cornelius Castoriadis indisponibles depuis très longtemps. Né en Grèce, engagé dans des groupes trotskystes pendant la Seconde Guerre mondiale, menacé à la fois par les communistes et par le nouveau pouvoir grec, Castoriadis doit fuir son pays pour la France en 1945. C'est là qu'il fonde un groupe puis une revue devenue depuis mythique: *Socialisme ou Barbarie*. Disposant d'une diffusion très confidentielle, elle rejetait tout soutien à l'URSS tout en développant une critique extrêmement radicale des régimes de l'Ouest et en défendant un projet politique explicitement révolutionnaire. Son attachement à l'autogestion ouvrière et aux mouvements qui en ont donné l'expression la plus achevée constitue pour nous un héritage précieux.

La plupart des textes repris dans ces deux premiers volumes d'*Écrits politiques* sont

issus des numéros de la revue *Socialisme ou Barbarie*, qui paraît de 1949 à 1965. On y trouve notamment une série de textes tout à fait importants qui ont pour titre «Le contenu du socialisme» et constituent une sorte de «programme» synthétisant les positions défendues par le groupe. Si l'on ne devait lire qu'un seul texte politique de Castoriadis, ce serait sans doute celui-ci qu'il faudrait conseiller.

Ces textes avaient reparu dans les années 1970 aux éditions 10/18. Les éditions du Sandre ont entamé un programme de réédition plus ambitieux qui devrait compter cinq volumes au total, et qui reprendra la plupart des textes politiques écrits par Castoriadis de 1945 à son décès en 1997, y compris un certain nombre de textes encore inédits.

Antoine Chollet

À lire: Cornelius Castoriadis, *Écrits politiques 1945-1997*, I et II, Paris, Éditions du Sandre, 2012.



Cornelius Castoriadis, philosophe et militant révolutionnaire (1922-1997).

Une société atomisée

Les éditions Flammarion ont publié lors de la dernière rentrée littéraire la retranscription d'un débat qui avait eu lieu en 1986 sur la télévision britannique entre Cornelius Castoriadis et Christopher Lasch, animé par le philosophe canadien Michael Ignatieff et récemment exhumé des archives.

Il en ressort un petit livre fort bref, contenant la transcription de la discussion elle-même ainsi qu'une longue postface de Jean-Claude Michéa, intitulée «L'âme de l'homme sous le capitalisme». Tout au long de la discussion, les débatteurs, partant de l'idéal grec d'un homme citoyen engagé dans les affaires de sa cité, constatent en 1986 l'échec du capitalisme d'État soviétique tout comme la conversion au marché de la social-démocratie européenne. L'échec de la grève des mineurs en Grande-Bretagne, très présente dans les esprits, annonçait la victoire d'une société consumériste, niant le bien-fondé des luttes politiques pour produire un idéal d'homme replié sur lui-même, ne cultivant plus de contacts avec sa famille et son cercle très proche, un homme «déconnecté» dans une société hyper-connectée.

Même si les années Internet qui ont suivi ont confirmé ce constat de déconnection des individus, certaines analyses et le ton très pessimiste de la discussion confinent par moments à la nostalgie d'un passé «glorieux», pour ne pas dire bêtement réactionnaire. Le débat se clôt justement, sans y répondre, sur la question de savoir pourquoi la société ne produit plus d'individus capables de s'engager dans les affaires publiques. Rebondissant sur cette question, Michéa produit une postface peu convaincante, proposant en somme d'en «revenir aux anciennes» valeurs (honneur, échange) face au libéralisme destructeur des liens. AT

À lire: Christopher Lasch, Cornelius Castoriadis, *La culture de l'égoïsme*, Flammarion, coll. Climats, Paris, 2012.

Église Saint François
d'Assise (1940), Belo
Horizonte, Brésil.



Ça va être Noël
toute l'année!



JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Monoxyde de carbone

La municipalité de Lausanne n'hésite pas à recourir au gazage pour apaiser les nuits lausannoises.

Homélie 2.0

Le Notre Père fera désormais 140 signes.

Bowling for Columbine

Pour éviter les prochaines tueries, la droite américaine hésite entre fermer les écoles et armer les élèves.

Météo

Le temps est toujours Mossad sur la bande de Gaza.

Traditions

Les député-e-s UMP le disent Franco: «on veut un chef»!

Blague belge

Il ne faut pas confondre le départ de dieu et le retour de flamme.

Exil

Jérôme Cahuzac, ministre du budget français, hésiterait entre la Belgique et la Suisse.

Et une dernière

Niemeyer, ni pire.

SALLE DES PAS PERDUS

Le Président très normal

Donc, Ueli Maurer a annoncé sa volonté de n'être qu'un très normal président de la confédération en 2013. Outre que tout le monde est rassuré de savoir que ce personnage peu recommandable limitera ses déplacements à l'étranger au strict minimum, évitant ainsi à la Suisse la honte de se voir représentée de telle manière, il faut peut-être aussi rappeler que Maurer renoue ainsi avec une ancienne pratique qui voulait que les présidents de la confédération (tous des hommes avant Ruth Dreifuss, on le sait) ne quittent pas le territoire national durant leur année de présidence.

Pour couper court aux débats interminables sur les indispensables «réseaux» que devrait tisser le ou la présidente de la confédération, et le temps trop limité dont il ou elle disposerait pour le faire, Maurer a l'avantage de donner la réponse idoine à ce faux problème: il ne se fatiguera pas à assister aux dîners protocolaires dans les chancelleries étrangères mais «travaillera pour les Suisses».

Laissons au Département des affaires étrangères le soin de régler ces questions, et conservons un-e président-e dont le pouvoir est aussi limité que possible. Le fait que cette charge puisse incomber à un personnage comme Maurer devrait d'ailleurs nous y inviter! AC